



VILLE de SAVERNE

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA VALORISATION D'UNE DENT CREUSE APRES LA DEMOLITION DE L'HOTEL DE LA CHARRUE A SAVERNE

PHASE DE SELECTION DES CANDIDATURES

Date d'envoi de l'avis d'appel à la concurrence à la publication : 28 mai 2025

Date limite de réception des candidatures : **23 juin 2025 à 12h00**

Pouvoir adjudicateur : **VILLE DE SAVERNE**
78, Grand'Rue –BP 40134
67703 SAVERNE

Contact : Téléphone : 03 88 71 52 71
g.dorsi@mairie-saverne.fr

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
2.2 COMPLEMENTS A APPORTER AU CCTP	3
2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHE-LOT.....	3
2.3.1 Décomposition en tranches.....	3
2.3.2 Décomposition en lots :.....	3
2.4 VARIANTES FACULTATIVES ET OBLIGATOIRES	3
2.4.1. Variantes facultatives:	3
2.4.2. Variantes obligatoires :.....	3
2.5 DEBUT D'EXECUTION	3
2.6 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.8 MODE DE PAIEMENT DU MARCHE	4
2.9 MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 3 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 – PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	4
ARTICLE 5 - CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	6
ARTICLE 6 – DEROULEMENT DE CONSULTATION :	7
6.1 DANS LA PHASE DE SELECTION DES CANDIDATURES	7
6.1.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
6.1.2 RECEVABILITE DES CANDIDATURES.....	8
6.1.3 COMPETENCES EXIGEEES.....	8
6.1.4 LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS ET SELECTION DES CANDIDATS.....	8
6.1.5 DATE DE REMISE DES CANDIDATURES.....	9
6.2 PHASE DE SELECTION DES OFFRES.....	9
6.2.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	9
6.2.3 CONTENU DES OFFRES.....	9
6.2.4 JUGEMENT DES OFFRES.....	10
6.2.5. DATE DE REMISE DES OFFRES	11
6.2.6. MODALITES DE REMISE DES OFFRES	11
ARTICLE 7 – NEGOCIATION	12
ARTICLE 8 – INFORMATION ET INDEMNISATION DES CANDIDATS AYANT PRESENTE UNE OFFRE.....	12
8.1 INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS.....	12
8.2 PRIME DES CANDIDAT NON RETENUS AYANT PRESENTE UNE OFFRE.....	12
ARTICLE 9 : PLANNING PREVISIONNEL.....	13
ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET CONSULTATION DES DOSSIERS	13
ARTICLE 11 – PROCEDURE DE RECOURS	13

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la mission de maîtrise d'œuvre relative à la valorisation d'une dent creuse après la démolition de l'Hôtel de la Charrue à Saverne, pour le compte de la Ville de Saverne.

La consultation est passée par procédure adaptée avec sélection préalable des candidatures.

L'enveloppe financière affectée aux travaux est de 170 000 € HT.

L'attributaire se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre complète d'aménagement paysager de type infrastructure.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est soumis aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la commande publique marché.

2.2 Compléments à apporter au C.C.T.P.

Le candidat n'a pas à apporter de modification ni de complément au C.C.T.P.

2.3 DECOMPOSITION EN LOT – TRANCHE

2.3.1 Décomposition en tranches

Sans objet

2.3.2 Décomposition en lots :

Lot unique.

2.4 VARIANTES FACULTATIVES ET OBLIGATOIRES

2.4.1. Variantes facultatives à l'initiative des candidats:

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas admises.

2.4.2. Variantes obligatoires :

Sans objet.

2.5 DEBUT D'EXECUTION

Début prévisionnel d'exécution des prestations : octobre 2025

Début prévisionnel des travaux : mars 2026

2.6 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard, 7 jours (sept) avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **4 mois** à compter de la date de remise des offres.

2.8 MODE DE PAIEMENT DU MARCHE

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à la réglementation en vigueur.

Le versement d'acomptes se fera dans les conditions prévues à l'article R2191-21 et suivants du Code de la commande publique.

2.9 MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE

Les entreprises seules ou en groupement peuvent répondre aux marchés.

En cas de cotraitance, la forme du groupement attributaire du marché sera conjoint ou solidaire.

En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le mandataire devra être dûment désigné dans la lettre de candidature et ne peut représenter en cette qualité plus d'un groupement pour un même marché.

En application de l'article R2142-25 du Code de la commande publique, en cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières de ses membres est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise membre du groupement ait la totalité des compétences pour l'exécution du marché.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, les candidats ne pourront présenter plusieurs offres pour le même marché (lot) en agissant:

- à la fois en qualité de candidats individuels et de membres de groupement,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le mandataire du groupement sera impérativement paysagiste.

ARTICLE 3 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les entreprises intéressées par la présente consultation peuvent télécharger gratuitement le Dossier de Consultation des Entreprises sur la plateforme <https://alsacemarchespublics.eu>.

Les candidats doivent au préalable s'inscrire gratuitement sur la page d'accueil de la plateforme pour permettre la mise à jour du registre des retraits. Une aide en ligne est proposée. Les candidats qui rencontrent des difficultés peuvent contacter la hotline du site dont le numéro sera transmis après remplissage du formulaire UTAH.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, mises à jour pour l'année en cours.

4.1 Documents à produire :

- Lettre de candidature (**formulaire DC1**)
- Présentation d'une liste de prestations en rapport avec l'objet du marché, en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant les montants, dates et destinataires des prestations effectuées :
 - **Par le mandataire paysagiste : 1 fichier de 4 pages pour 4 projets au maximum, par dépôt dématérialisé, au format paysage - Sur les planches, seront spécifiées l'année, la nature, le montant des travaux HT, le type et le lieu de chaque opération présentée.**
 - **Pour les co-traitants : 1 fichier de 2 pages au maximum**
- Déclarations prévues à l'article R2143-3 du Code de la commande publique (**formulaire DC1 et DC2**), notamment :
- Déclaration sur l'honneur que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L2141-1 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (Voir NOTA 3) ;
- Photocopie certifiée conforme des certificats fiscaux et sociaux datant de moins 6 mois (Voir NOTA 3) ;
Ces derniers peuvent être remplacés par une copie de l'état annuel des certificats reçus établi par le Trésorier Payeur Général du Département ou par une **déclaration sur l'honneur dûment datée et signée** justifiant de la satisfaction du candidat à ses obligations fiscales et sociales.
Dans cette hypothèse, le candidat retenu comme attributaire du marché devra fournir les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents à compter de la réception de la lettre l'informant du résultat de l'appel d'offres (Voir NOTA 3) ;
- Les pièces prévues aux articles R1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (Voir NOTA 3) ;
- Déclaration concernant le chiffre global réalisé au cours des trois derniers exercices.
- Tout document relatif aux capacités professionnelles, techniques et financières du candidat ou des membres du groupement à exécuter les prestations objet du marché.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Les certificats de qualifications professionnelles du candidat ou des membres du groupement candidat attestant qu'il dispose des compétences requises pour réaliser la prestation pour laquelle il est candidat ; la preuve de la capacité du candidat ou des membres du groupement candidat pourra être apportée par tout moyen attestant de ses

compétences (certificats d'identité professionnelle ou références attestant de sa compétence à réaliser les prestations objet du présent marché).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA 1 : Conformément à l'article R2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de produire les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://alsacemarchespublics.eu>.

NOTA 2 : Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités. Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

NOTA 3 : Conformément aux articles R2143-6 et R2144-4 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire que s'il produit les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que les attestations et certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents.

Si le candidat retenu n'a pas produit ces documents dans son offre, il devra les produire dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la lettre l'informant du résultat de la présente mise en concurrence.

Si le candidat ne produit pas les documents susvisés dans le délai imparti, son offre pourra être rejetée et le candidat pourra donc être éliminé.

4.2 Langue de rédaction des candidatures : française.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.3. Unité monétaire : euro(s)

ARTICLE 5 - CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les candidats transmettent leur candidature sous pli électronique à l'adresse :

<https://www.alsacemarchespublics.eu>

Elle devra contenir tous les éléments listés à l'article 4, les offres seront :

⇒ Remises sous forme numérique via le site <https://alsacemarchespublics.eu> sur le compte de la Ville de Saverne. Le format autorisé en réponse est WORD, EXCEL ou PDF.

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la commande publique, les candidats qui présentent leurs plis de façon dématérialisée pourront également adresser une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre sur support papier ou sur support physique électronique dans les conditions suivantes :

- la copie de sauvegarde devra être impérativement placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde-marché de maîtrise d'œuvre relative à la valorisation d'une dent creuse après la démolition de l'Hôtel de la Charrue à Saverne » en plus de tous les éléments concernant le marché public pour lequel cette copie est transmise ;

- cette copie de sauvegarde devra impérativement parvenir au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit être envoyée par courrier recommandé avec accusé-réception ou remise en main propre contre récépissé aux horaires d'ouverture de la mairie (lundi et mercredi : 8h30-11h30 et 14h-17h ; mardi : 8h30-11h30 et 14h-18h ; jeudi : 8h30-12h ; vendredi : 8h30-11h30 et 13h à 16h30) à l'adresse suivante :

Ville de Saverne
78, Grand'Rue - 67700 SAVERNE

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;
2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

L'attention des candidats est portée sur le fait que toute offre papier (hors copie de sauvegarde) sera immédiatement rejetée et renvoyée à son expéditeur.

ARTICLE 6 – DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

6.1 PHASE DE SELECTION DES CANDIDATURES

6.1. 1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation,
- un programme valant cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

6.1.2 RECEVABILITE DES CANDIDATURES

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2142-1 et suivants et L2141-1 du Code de la commande publique ou qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 4.1 du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties techniques, professionnelles et financières suffisantes eu égard à l'objet du marché ne sont pas admises.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accorder un délai supplémentaire aux candidats pour produire les éléments manquants.

Au-delà de ce délai et à défaut de production des pièces manquantes, la candidature sera jugée irrecevable (article R2144-7 du Code de la commande publique).

6.1.3 COMPETENCES EXIGÉES

Le candidat réunira impérativement à minima les compétences suivantes :

- Compétence en aménagement paysager (paysagiste)
- Compétence en aménagement de VRD
- Bureau d'étude structure
- Compétence en éclairage

Étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

Par ailleurs, les candidats peuvent s'entourer de toute autre compétence qu'ils estimerait utile à la réalisation du projet.

Le mandataire du groupement sera impérativement paysagiste.

6.1.4 LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS ET SELECTION DES CANDIDATURES

Le nombre maximal de candidats autorisés à remettre une offre sera limité à trois (3).
Le nombre minimal de candidats sera d'un (1).

Il sera procédé à un classement au regard des deux critères ci-après en tenant compte de la pondération associée à chacun d'entre eux :

- Critère n°1 (60%) : les capacités professionnelles du candidat appréciées au regard du nombre et de la pertinence des références comparables présentées.
- Critère n°2 (40%) : les capacités techniques, économiques et financières du candidat appréciées au regard des moyens matériels, humains et financiers (pertinence et cohérence de la composition de l'équipe, diplômes, curriculum vitae...),

La note finale des candidats sera sur 100 points.

Un tableau final faisant apparaître les deux notes de chaque candidat et le total de celles-ci sera effectué pour l'attribution du marché, dans l'ordre décroissant de classement.

Les trois (3) premiers candidats seront admis à présenter une offre.

Conformément à l'article R2144-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur procédera aux vérifications que le candidat n'entre pas dans un cas d'interdiction de

soumissionner. Dans le cas contraire, la candidature placée immédiatement après sera sollicitée pour produire les documents nécessaires.

6.1.5 DATE DE REMISE DES CANDIDATURES

Les candidatures seront à déposer avant la date et l'heure limite prévue soit le **23 juin 2025 avant 12h00.**

Les dossiers qui seront remis, dont l'avis de réception sera délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ou déposée sur la plateforme de dématérialisation après la date indiquée ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Conformément à l'article L.112-1 du code des relations entre le public et l'administration créé par l'ordonnance n°2015-1341 du 23 octobre 2015, le respect de la date limite de réception des candidatures est appréciée au regard de la date de réception et non de la date d'envoi.

6.2 PHASE DE SELECTION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur transmettra aux trois (3) candidats sélectionnés le dossier de consultation des entreprises (DCE) de la phase de sélection des offres.

6.2.1 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

- le présent règlement de la consultation,
- un acte d'engagement,
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le programme valant cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- l'annexe n°1 « décomposition et répartition de la rémunération »,
- l'annexe n°2 « délais d'exécution »,
- un modèle de panneau A0 à titre indicatif
- un rapport d'étude Géotechnique G12.1 de 2005 valant hypothèses de sol,
- un relevé topographique du site, format .dwg et .pdf de juin 2025

6.2.3 CONTENU DES OFFRES

Les offres sont entièrement rédigées en français et les montants libellés en euro.

Pour la phase de sélection des offres, les candidats produisent un dossier complet comprenant les pièces listées dans le présent règlement.

Les candidats retenus seront invités à remettre leur offre qui comportera :

- 1 panneau A0 présenté verticalement, incluant :
 - o un plan d'ensemble 1/500 = valant lecture du site
 - o un plan d'ensemble de la proposition au 1/100 (précision du dessin 1/250)
 - o une vue principale NON-photoréalistes, à hauteur de piéton, depuis l'entrée sud de la RD1004
 - o des focus sectoriels au choix : pignons Sud / pignon ouest / façade Sud / façade Est
 - o des focus thématiques au choix sur : l'eau dans le projet / les matières végétales et minérales / le réemploi / le mobilier / reprise ou valorisation des pignons

Ce document devra être remis par voie postale ou en mains propres dans les conditions fixées à l'article 6.2.6 du présent règlement de consultation. Il doit également être transmis en format JPEG dans le cadre de la remise de l'offre électronique,

- une note de synthèse format A4, Recto+verso
- un mémoire technique, au format .pdf, limité à 12 pages A4 (Recto+Verso) couverture comprise, présentant la proposition :
 - o les choix généraux et idées fortes du projet
 - o les choix / dispositifs techniques (gestion des eaux pluviales, plantations, mobilier, matériaux)
 - o la déclinaison par thème et/ou sous-espace des réponses au programme
 - o une notice financière détaillée montrant l'adéquation de la proposition au budget prévisionnel
 - o un échéancier prévisionnel incluant les éléments de mission
- l'acte d'engagement,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le programme valant cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- l'annexe n°1 « décomposition et répartition de la rémunération »,
- l'annexe n°2 « délais d'exécution ».

6.2.4 JUGEMENT DES OFFRES

1) La valeur technique (80%)

La valeur technique sera appréciée sur la base de la note de synthèse, du mémoire technique et du document A0 remis par le soumissionnaire.

Ceux-ci permettront d'apprécier les points suivants :

Qualité de l'aménagement au regard de l'insertion du projet dans le contexte urbain, qualité des aménagements paysagers et qualité de la réponse globale au programme (y compris sa cohérence avec le budget)

Ce critère sera noté sur quatre-vingt (80) points.

2) Le prix des prestations (20%) :

Le critère prix sera apprécié sur la base de l'acte d'engagement et de l'annexe 1 « décomposition et répartition de la rémunération » établis par le soumissionnaire.

La note maximale (20) sera attribuée au moins disant. Les notes des autres candidats seront calculées selon la formule suivante :

$\frac{\text{Prix du Prestataire le moins disant}}{\text{Prix du Prestataire A}} \times 20$

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un entrepreneur, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant à l'acte d'engagement (AE), prévaudra sur toutes autres indications ;

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans le devis détaillé et l'acte d'engagement (AE), ou en cas d'anomalie, d'erreurs ou d'omissions internes au devis détaillé, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier ce devis pour le mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ou pour le redresser.

En cas de refus, son offre sera éliminée pour incohérence.

Ce critère sera noté sur vingt (20) points.

3) Note finale des candidats sur 100 points

Un tableau final faisant apparaître les deux notes de chaque candidat et le total de celles-ci sera effectué pour l'attribution du marché, dans l'ordre décroissant de classement

6.2.5 DATE PREVISIONNELLE DE REMISE DES OFFRES

Le Pouvoir adjudicateur invite les candidats retenus à remettre leur offre avant la date et l'heure limite prévue soit le **22 septembre 2025 avant 12h00.**

6.2.6 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

1) **Transmission par voie électronique des pièces listées à l'article 6.2.3 (hormis le document A0)**

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres des candidats seront :

- ⇒ Remises sous forme numérique via le site <https://alsacemarchespublics.eu> sur le compte de la Ville de Saverne. Le format autorisé en réponse est WORD, EXCEL ou PDF.

Conformément à l'article R2132-11 du Code de la commande publique, les candidats qui présentent leurs plis de façon dématérialisée pourront également adresser une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre sur support papier ou sur support physique électronique dans les conditions suivantes :

- la copie de sauvegarde devra être impérativement placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde- marché de maîtrise d'œuvre relative à la valorisation d'une dent creuse après la démolition de l'Hôtel de la Charrue à Saverne » en plus de tous les éléments concernant le marché public pour lequel cette copie est transmise ;

- cette copie de sauvegarde devra impérativement parvenir au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit être envoyée par courrier recommandé avec accusé-réception ou remise en main propre contre récépissé aux horaires d'ouverture de la mairie (lundi et mercredi : 8h30-11h30 et 14h-17h ; mardi : 8h30-11h30 et 14h-18h ; jeudi : 8h30-12h ; vendredi : 8h30-11h30 et 13h à 16h30) à l'adresse suivante :

Ville de Saverne
78, Grand'Rue - 67700 SAVERNE

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;
2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

L'attention des candidats est portée sur le fait que toute offre papier (hors copie de sauvegarde et document A0) sera immédiatement rejetée et renvoyée à son expéditeur.

2) Transmission du document A0

En application de l'article R2132-12 6° du Code de la commande publique, les candidats transmettront leur support A0 par pli recommandé avec avis de réception ou par remise au secrétariat de la Ville de Saverne contre récépissé ou remis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception, aux jours et heures d'ouverture de la Mairie soit :

**Du lundi au mercredi de 8h30 à 11h30 et de 14h00 à 17h00,
Le jeudi de 8h30 à 12h00,
Le vendredi de 8h30 à 11h30 et de 13h00 à 16h30.**

Le document A0 devra obligatoirement parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date limite de réception des offres fixée à l'article 6.2.5 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 – NEGOCIATION DES OFFRES

La Ville de Saverne se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant remis une offre avant de procéder au choix de l'attributaire.

Cette négociation se fera soit par l'envoi d'un questionnaire numérique, soit par une rencontre dont la date et l'heure seront communiquées dans le courrier d'invitation à la négociation.

Les candidats seront informés de la date limite de remise des offres négociées dans le courrier d'invitation à la phase de négociation.

Il est précisé que la Ville de Saverne se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 8 – INFORMATION ET INDEMNISATION DES CANDIDATS AYANT PRESENTE UNE OFFRE

8.1 INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS

Le Pouvoir adjudicateur, dès qu'il a fait son choix pour une candidature ou une offre, notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre.

8.2 PRIME DES CANDIDATS AYANT PRESENTE UNE OFFRE (Articles R 2151-15 et R 2172-6 du Code de la commande publique) :

En contrepartie des prestations proposées dans la phase offre, le pouvoir adjudicateur attribuera une prime d'un montant de 3.000,00 € HT (trois milles euros hors taxes) aux candidats ayant été admis à présenter une offre.

Le montant de l'indemnisation viendra en déduction de la rémunération du candidat retenu.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de diminuer la prime en cas de prestations incomplètes ou non conformes au règlement de consultation.

ARTICLE 9 : PLANNING PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION (Sous réserve de modifications par le Pouvoir adjudicateur)

23 juin 2025 à 12h00	: Remise des candidatures
4 juillet 2025	: Invitation à remettre une offre
11 août 2025 à 14h00	: Visite sur site et séance de questions/réponses
22 septembre 2025 à 12h00	: Remise des offres
Octobre 2025	: Notification / attribution du marché

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET CONSULTATION DES DOSSIERS

Pour tout renseignement complémentaire concernant le marché, les candidats peuvent s'adresser à :

Renseignements techniques :

- Correspondant : François FETEL
Responsable service techniques
Téléphone : [03.88.71.52.83](tel:03.88.71.52.83)
Courriel : f.fetel@mairie-saverne.fr

Ou

Renseignements administratifs :

- Correspondant : Gilles DORSI
Directeur général adjoint
Téléphone : 03 88 71 52 98
Courriel : g.dorsi@mairie-saverne.fr

ARTICLE 11 – PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Strasbourg,
31 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

- Référé précontractuel (article L551-1 du CJA) jusqu'à la signature du contrat
- Référé contractuel (article L551-13 du CJA) dans les 31 jours suivant la publication d'un avis d'attribution ou, à défaut, dans les 6 mois suivant la notification du marché
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (Conseil d'État, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, no359894)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 Avenue de la Paix 67000 STRASBOURG , Strasbourg.